



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Secrétariat Général
Service de l'accès au droit, à la justice
et de la politique de la ville
Bureau de l'aide juridictionnelle

Note du 4 septembre 2007
Date d'application : immédiate

La Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

à

Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat,

et

**Mesdames et Messieurs les Premiers présidents de Cour d'appel,
Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux près lesdites cours,**

(Métropole et départements d'outre-mer),

**Madame le Président du Tribunal supérieur d'appel,
de Saint-Pierre et Miquelon,**

Monsieur le Procureur de la République près ledit tribunal,

- pour information -

**Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux,
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers,
Monsieur le Président de l'UNCA**

TITRE DETAILLE : Examen des demandes d'aide juridictionnelle présentées par des ressortissants étrangers contestant un refus de titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français – Mise en œuvre de la loi n°2007-210 du 19 février 2007 (JO du 28 juillet 2007)

MOTS CLES : Aide juridictionnelle, conditions d'admission, contestation refus titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français, résidence habituelle et régulière en France, ressortissants étrangers

PUBLICATION : INTRANET SADJPV

MODALITÉS DE DIFFUSION

Diffusion assurée par le Ministère de la Justice en un exemplaire au Vice-Président du Conseil d'Etat et aux chefs des cours d'appel à charge pour eux d'en assurer la diffusion à tous les magistrats et juges de leur ressort ainsi qu'aux directeurs de greffe – hors Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna et Mayotte.
Un exemplaire à tous les autres destinataires pour information.

L'article 7 de la loi n°2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique (*Journal officiel* du 21 février 2007) a introduit un nouveau cas de bénéfice de l'aide juridictionnelle sans condition de résidence à l'article 3 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Désormais, les ressortissants étrangers en situation de séjour irrégulier peuvent solliciter le bénéfice de cette aide à l'occasion d'une procédure en annulation devant le tribunal administratif d'un refus de séjour, un refus de délivrance ou de renouvellement de titre de séjour ou d'un retrait de titre de séjour, de récépissé de demande de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (art. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

Ce nouveau régime est applicable aux demandes d'aide juridictionnelles présentées après le **22 février 2007**, date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 19 février 2007 ainsi qu'aux recours dirigés contre toute décision de rejet fondée sur le caractère irrégulier du séjour du demandeur à l'aide.

L'article 512-1 du code précité dispose toutefois que la demande d'aide juridictionnelle doit être présentée au plus tard lors de l'introduction de sa requête en annulation.

Un projet de décret, en cours d'achèvement créera une ligne de rétribution spécifique pour cette nouvelle mission d'assistance.

Dans l'attente de ce texte et de sa circulaire d'application, les bureaux d'aide juridictionnelle doivent, lors de l'admission, utiliser le code de nature de procédure « 121 - affaires au fond » de la rubrique « 12 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF ».

A l'achèvement de la mission d'assistance, le secrétariat de la juridiction administrative délivrera à l'avocat une attestation de mission après avoir coché la ligne 1 « affaires au fond » affectée d'un coefficient de rétribution de 20 unités de valeur.

* *

*

Je vous saurais gré de bien vouloir porter ces informations à la connaissance des chefs de juridiction et des chefs de greffe des juridictions de votre ressort et de faire part, sous le timbre du Service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la vielle (SADJPV), des difficultés rencontrées par l'application de la présente note.



Marielle THUAU

ANNEXES

1. article 3 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique
2. article 7 de la loi n°2007-210 du 19 février 2007 (JO du 28 juillet 2007)

ANNEXE 1

Loi n°91-647 du 10 juillet 1991

Loi relative à l'aide juridique

NOR:JUSX9100049L

Article 3

Modifié par Loi n°2007-210 du 19 février 2007 art. 7 I (JORF 21 février 2007).

Sont admises au bénéfice de l'aide juridictionnelle les personnes physiques de nationalité française et les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne.

Les personnes de nationalité étrangère résidant habituellement et régulièrement en France sont également admises au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Toutefois, l'aide juridictionnelle peut être accordée à titre exceptionnel aux personnes ne remplissant pas les conditions fixées à l'alinéa précédent, lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès.

L'aide juridictionnelle est accordée sans condition de résidence aux étrangers lorsqu'ils sont mineurs, témoins assistés, inculpés, prévenus, accusés, condamnés ou parties civiles ou lorsqu'ils font l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, ainsi qu'aux personnes faisant l'objet de l'une des procédures prévues aux articles L. 222-1 à L. 222-6, L. 312-2, L. 511-1, L. 512-1 à L. 512-4, L. 522-1, L. 522-2 et L. 552-1 à L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ou lorsqu'il est fait appel des décisions mentionnées aux articles L. 512-1 à L. 512-4 du même code.

Devant la commission des recours des réfugiés, elle est accordée aux étrangers qui résident habituellement et sont entrés régulièrement en France ou qui détiennent un titre de séjour d'une durée de validité au moins égale à un an.

ANNEXE 2

J.O n° 44 du 21 février 2007

LOI n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique (1)
NOR: ECOX0709966L

Article 7

I. - Après le mot : « culpabilité, », la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 précitée est ainsi rédigée : « ainsi qu'aux personnes faisant l'objet de l'une des procédures prévues aux articles L. 222-1 à L. 222-6, L. 312-2, L. 511-1, L. 512-1 à L. 512-4, L. 522-1, L. 522-2 et L. 552-1 à L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ou lorsqu'il est fait appel des décisions mentionnées aux articles L. 512-1 à L. 512-4 du même code. »

II. - Après la première phrase du premier alinéa de l'article L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Il peut demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle au plus tard lors de l'introduction de sa requête en annulation. »

III. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de ces dispositions.